

Economie picarde

Lettre d'information économique et sociale de la CGT INSEE PICARDIE - N°8 - Juin 2003

Logement social

Forte demande, offre très insuffisante

Début 2003, on comptait en Picardie 129500 logements locatifs sociaux, dont plus de 95% appartiennent au parc HLM. Celui-ci a enregistré en 2002 près de 35000 demandes, provenant à 39% de l'Oise, 35% de la Somme et 26% de l'Aisne. Il en résulte une longue attente pour obtenir satisfaction, en particulier sur Amiens et l'ouest de la Somme. Ces demandeurs sont jeunes (57% ont moins de 35 ans) et ont de très faibles revenus : 80% d'entre eux ont un revenu inférieur au plafond de ressources du logement très social (60% du plafond HLM), un chiffre qui atteint 84% dans la Somme. Ce sont les familles monoparentales qui sont le plus en difficulté : elles représentent 23% des demandeurs mais 33% des revenus les plus bas. A noter enfin que 27% de l'ensemble des demandeurs sont sans logement ou dans un logement précaire. Un chiffre qui résume à lui seul la dramatique crise du logement dans la région.

Le chiffre du mois

1/3. C'est la (faible) part que représentent les diplômés de niveau CAP dans les ouvertures de sections d'apprentissage prévues à la rentrée 2003. Pourtant, c'est ce niveau CAP qu'il faudrait prioritairement développer si l'on voulait donner une chance à tous les jeunes Picards sans qualification d'en acquérir. Un tel choix montre que l'objectif affiché par la Région Picardie de diminuer de moitié le nombre de jeunes sortant de leur scolarité sans qualification n'est qu'un effet d'annonce sans réelle volonté de mettre en oeuvre des mesures pour l'atteindre...

L'emploi salarié picard stagne

L'emploi salarié a stagné en Picardie en 2002. Selon les sources, les premières évolutions situent l'évolution entre -0,1% et +0,3%, alors qu'au plan national, le solde est encore légèrement positif, entre +0,5% et +0,8%. Dans la région, ce résultat met fin à une hausse constante depuis 1996. Cependant, la croissance de ces dernières années était déjà plus modérée que la tendance nationale.

C'est dans l'Aisne que les difficultés sont les plus importantes, avec un recul estimé à 0,6%. L'Oise connaît aussi une baisse de ses effectifs de 0,4% tandis que la Somme continue à gagner légèrement des emplois (+0,7%).

Globalement, les pertes de 2002 se concentrent dans l'industrie où la baisse atteint 2,4%. La dégradation de l'emploi industriel est particulièrement forte dans l'Oise et l'Aisne (respectivement -3,2% et -2,6%), plus limitée dans la Somme (-1%).

En 2002, les emplois salariés de la construction ont stagné (+0,1%). Là encore, les évolutions départementales sont contrastées : hausse dans la Somme (+1,7%), stabilité dans l'Oise (+0,1%) et baisse dans l'Aisne (-1,4%).

Dans le tertiaire, la croissance des effectifs (+1,5%) est deux fois moins importante qu'en 2001, avec un moindre recours à l'intérim. Les gains sont encore nombreux dans le commerce de détail et les hôtels-restaurants. Mais des secteurs stratégiques comme le conseil-assistance et la recherche-développement connaissent des pertes.

Ces évolutions marquent l'échec de la politique économique gouvernementale mais aussi celui des actions menées au niveau régional, tant par le Conseil régional que le patronat. Il est en effet significatif qu'au fil des ans, l'écart entre le rythme de l'évolution de l'emploi en Picardie et le rythme national s'accroît, en défaveur de notre région, malgré des centaines de millions d'euros données aux entreprises. Il est vrai que cette politique consiste essentiellement à « accompagner », certains diront favoriser, la disparition d'entreprises en difficulté, au lieu de chercher à relancer des entreprises viables. Pourtant, cela est possible, comme l'a démontré la CGT dans le Soissonais.

Cette dégradation de l'emploi salarié risque fort de s'accroître en 2003, si l'on s'en tient à l'enquête sur les prévisions d'embauches des entreprises picardes, puisque seules 23% d'entre elles (-4 points par rapport à 2002) déclarent envisager un recrutement au cours de l'année. Ce chiffre est caractéristique de la frilosité et du manque d'engagement pour sa région du patronat picard puisque, comme chaque année, cela situe la Picardie parmi les régions où les intentions d'embauches sont les plus faibles. Cela confirme le problème de fonds de notre région, déjà signalé pour les cadres : l'incapacité ou le manque de volonté du patronat à créer les emplois nécessaires au développement de la Picardie.

La décentralisation menace aussi la culture

Il est deux domaines en matière de culture où la région a de sérieux atouts : les monuments classés et les sites archéologiques. Pourtant, ce potentiel est peu exploité. Leur mise en valeur coûte cher et cela conduit, faute de moyens, à choisir une politique de créneaux, - ceux jugés les plus rentables - au détriment des autres. Ainsi, dans la Somme, le site de Samara absorbe l'essentiel des finances départementales consacrées à l'archéologie et le reste est délaissé. Avec la décentralisation, ce phénomène risque fort de s'accroître.

Pression sur l'Université

Voici quelques années, l'Université de Picardie allégeait sa présence à Beauvais, estimant le nombre insuffisant d'étudiants pour maintenir un enseignement de qualité. Aujourd'hui, sans que la donnée ait beaucoup changé, elle décide de relancer son implantation dans le chef-lieu de l'Oise, en créant plusieurs Licences. La raison ? La forte « pression » des collectivités locales pour redynamiser le site sous peine de favoriser la concurrence privée, notamment en lui donnant les locaux actuellement occupés par l'Université. Ce procédé montre qu'avec la décentralisation, la Région a de plus en plus de moyens d'influer sur le contenu de l'éducation, de moins en moins nationale...

Aides record pour les agriculteurs picards

En 2001, c'est en Picardie que le montant moyen des aides publiques aux activités agricoles a été le plus élevé : 23.200 € par actif, soit deux fois plus qu'au plan national (11.600 €). Pourtant, les agriculteurs picards ne sont pas ceux qui, en moyenne, connaissent le plus de difficultés (voir ci-contre). Aussi, comme dans les autres secteurs économiques, ces aides vont surtout vers ceux qui se portent le mieux.

Culture

Retard des moyens culturels et non retard culturel

Les décideurs parlent du retard culturel des Picards pour justifier les difficultés de la région et ... masquer leurs responsabilités dans cette situation. Pourtant, les chiffres montrent que parler de pauvreté culturelle serait plus juste, tant les équipements et personnels manquent.

Ainsi, on ne compte en 2001 que 88 bibliothèques municipales pour toute la Picardie. Elles se caractérisent surtout par la faiblesse de leur encadrement et de leurs moyens : le nombre de leurs emplois pour 100.000 habitants classe la Picardie au dernier rang des régions françaises et les dépenses en personnel par habitant à l'avant-dernier !

Pour le cinéma, les résultats sont tout aussi médiocres. Le nombre de salles et fauteuils est faible (17^{ème} rang régional), une rareté qui a un impact sur la fréquentation : alors que l'on compte un peu plus de 3 entrées par habitant par an en France (3,2), le rapport est de 1,9 dans l'Oise et de 1,4 dans l'Aisne et l'Oise, ce qui situe ces derniers aux 86^{ème} et 87^{ème} rangs départementaux !

On peut ajouter que le nombre d'écoles de musique et danse classées est un des plus faibles de France (3 sur 137) et que le petit nombre d'enseignants et élèves qu'on y trouve situe la Picardie en 21^{ème} position (juste devant la Corse !), tant en musique qu'en danse. Pour l'enseignement des arts plastiques, on ne compte qu'un établissement avec 161 élèves, soit le 20^{ème} rang régional. En matière de théâtre, la Picardie est la seule région (toujours avec la Corse) à ne pas compter de centre dramatique national. De même, les 34 musées classés de la région placent la Picardie au 17^{ème} rang régional, avec une faiblesse particulière dans la Somme (7 seulement).

Enfin, si les équipements et les financements consacrés à la culture sont plus rares dans notre région, le nombre de professionnels de la culture (hors établissements scolaires) y est aussi très plus faible : tant pour les effectifs totaux de ce secteur que pour ceux employés par les collectivités territoriales, la Picardie se situe au 16^{ème} rang.

Ces chiffres montrent que la culture, sous toutes ses formes, n'est pas une priorité en Picardie. Aussi, le « retard culturel » des Picards est surtout une question de moyens et non un « état d'esprit ».

Forte hausse du revenu des agriculteurs picards en 2002

En 2002, le résultat agricole par actif, c'est-à-dire le revenu par agriculteur, a augmenté en moyenne de 9% en Picardie par rapport à 2001, alors qu'il a baissé de 2% au plan national. C'est, avec le Limousin et l'Auvergne, la région française qui connaît la situation la plus favorable. L'évolution est, cependant, différente selon les départements : +21% dans l'Oise, +12% dans l'Aisne, 0% dans la Somme. Ce résultat compense largement la légère baisse (-2,8%) du revenu agricole picard depuis 1998.

Mais, plus que l'évolution annuelle, c'est le niveau « relatif » du revenu qui permet d'apprécier la « santé » de nos agriculteurs par rapport à la moyenne nationale. Or, pour un revenu moyen par agriculteur de 100 au plan national, celui d'un Picard est de 140, ce qui classe la région au 3^{ème} rang national, juste derrière les régions viticoles de Bourgogne et Champagne-Ardenne.

Là encore, des disparités départementales existent. C'est dans la Somme que le niveau de revenu est le plus élevé (151), devant l'Aisne (141) et l'Oise (121). La Somme, avec un tel niveau de revenu, se situe au 9^{ème} rang des départements français, l'Aisne au 11^{ème} et l'Oise au 23^{ème}. Même si cette moyenne masque des différences, notamment selon le type de culture ou d'élevage de chaque agriculteur, on comprend pourquoi les agriculteurs picards forment une part non négligeable des redevables de l'impôt solidarité sur la fortune (ISF) dans la région !